

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est absolument gratuite.

NOTRE OPINION

1

Les territoires et la souveraineté alimentaire. Là où convergent les combats des paysans et ceux des communautés forestières

Le présent numéro du Bulletin du WRM est coproduit par le WRM et GRAIN. Après tout, beaucoup de communautés qui dépendent des forêts sont constituées par des paysans, et beaucoup de paysans sont tributaires des forêts, et tous sont des producteurs d'aliments. Le programme des transnationales les touche pareillement, soit par l'expansion des plantations industrielles d'eucalyptus et d'autres arbres, soit lorsque des investisseurs étrangers achètent des terres pour cultiver des produits destinés aux marchés internationaux des aliments et des biocarburants. Les populations paysannes et celles qui dépendent des forêts mènent un même combat et ont un même adversaire.

LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET L'AGENDA CLIMATIQUE

2

Alerte sur REDD!

Comment les projets REDD+ sapent l'agriculture paysanne et les vraies solutions du changement climatique

L'agriculture fait de plus en plus l'objet de débats dans les forums de haut niveau sur le changement climatique qui proposent divers programmes, censément destinés à aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture. Ces initiatives sont fortement encouragées par les grandes entreprises et les gouvernements qui souhaitent protéger l'agro-industrie et les systèmes alimentaires industriels contre les vraies solutions qui fourniraient davantage de terres aux paysans et qui soutiendraient l'agriculture agro-écologique à destination des marchés locaux. Ainsi, l'agriculture paysanne à petite échelle est la cible de ceux qui proposent agressivement de fausses solutions du changement climatique, tandis que l'agriculture industrielle reste presque inchangée. Une de ces propositions est le système dénommé REDD+.

3

Pourquoi la RSPO facilite l'accaparement de terres pour l'huile de palme

Cet article est fondé sur une conversation qui eut lieu en septembre 2014 entre WRM et GRAIN. La Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) comprise comme une réponse du secteur de l'huile de palme aux conflits et aux problèmes environnementaux, en particulier la déforestation, causés par une expansion très rapide, au cours des 20 dernières années. Cependant, il est important de réfléchir sur les problèmes causés par: « les limitations et les problèmes de la RSPO sont bien plus sérieux et plus importants que ses avantages pour les communautés, et je dirais que c'est exactement le contraire pour les entreprises : je pense que la RSPO leur rapporte beaucoup plus de bénéfices qu'elle ne leur coûte. »

4

L'agriculture intelligente face aux transnationales

À l'approche des pourparlers de l'ONU sur le climat qui auront lieu en décembre, on constate qu'une seule initiative gouvernementale importante porte sur le climat et l'agriculture, et qu'elle est contrôlée par les plus grandes industries des fertilisants du monde. L'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat, lancée en 2014 à New York, lors du Sommet de l'ONU sur le changement climatique, est le résultat de plusieurs années d'efforts du lobby des fertilisants pour bloquer toute action significative concernant l'agriculture et le changement climatique.

5

L'association de deux mensonges éclatants: les tables rondes de certification et REDD+

La certification a été décrite comme le mensonge le plus flagrant du mouvement pour la durabilité. Et ces dernières années, les tables rondes de certification ont fait équipe avec un autre mensonge flagrant: le système REDD+. Dans le cas de ce dernier, le mensonge commence avec son nom. En effet, REDD+ n'est pas conçu pour réduire les émissions, ou du moins, celles causées par les responsables du déboisement à grande échelle. En revanche, REDD+ accuse de la diminution des forêts les petits agriculteurs et les peuples forestiers, tandis que le déboisement causé par les transnationales et les politiques gouvernementales, responsables véritables du déboisement, se poursuit sans relâche, souvent dissimulé derrière le label des normes de certification et de REDD+.

6

La farce d'une "sylviculture intelligente": les cas de Green Resources au Mozambique et de Suzano au Brésil

"Personne ne mange d'eucalyptus". Avec cette affirmation, les paysans exprimèrent leur indignation il y a quelques années, quand l'entreprise Aracruz Celulose étendit la monoculture d'eucalyptus aux terres de l'état d'Espirito Santo, au Brésil, pour produire et exporter davantage de cellulose. Ce faisant, aussi bien Aracruz que d'autres entreprises ont toujours tenu un discours public où elles vantaient leurs pratiques comme "intelligentes". Elles affirmaient, par exemple, que l'on ne plantait d'eucalyptus que sur des terres "dégradées" ou "abandonnées". Aujourd'hui, avec la crise

climatique, la FAO suggère d'adopter "une sylviculture intelligente pour le climat". Notre question est: "peut-on dire que les pratiques actuelles de ces entreprises ressemblent à une "sylviculture intelligente"?"

7

Les accords de commerce, l'agro-industrie et la crise climatique

Les pourparlers sur le climat qui auront lieu à Paris, en décembre de cette année, sont envisagés comme la dernière occasion pour que les gouvernements s'engagent à se fixer des objectifs obligatoires susceptibles de freiner la course actuelle vers le chaos climatique. Or, pendant le compte à rebours qui aboutira à Paris, nombre de ces mêmes gouvernements ont signé ou sont en train de proposer plusieurs traités de commerce et d'investissement qui risquent d'aller à l'encontre des mesures nécessaires pour faire face au changement climatique.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

- La Vía Campesina: appel à l'action autour des pourparlers de l'ONU sur le climat à Paris
- La société civile dit NON à l'agriculture «intelligente face au climat»
- Ensemble, nous pouvons refroidir la planète!
- Laissez les combustibles fossiles dans le sous-sol! La Nation shuar de Pastaza, Équateur, adhère à l'appel pour une «Annexe 0»

RECOMMANDATIONS

- Palawan: arrêtez d'accuser du déboisement les méthodes agricoles des peuples indigènes; regardez plutôt les cultures intensives, les plantations de palmiers à huile et les mines!
- Des lois sur les semences qui criminalisent les agriculteurs: la résistance
- Brésil: la méthode de plantation des communautés *quilombolas* préserve la végétation et les nutriments du sol
- Gestion communautaire des forêts: des éléments pour la défendre et la fortifier

NOTRE OPINION

Les territoires et la souveraineté alimentaire. Là où convergent les combats des paysans et ceux des communautés forestières

Le présent numéro du Bulletin du WRM est coproduit par le WRM et GRAIN. Les activités de GRAIN visent à soutenir les petits agriculteurs et les mouvements sociaux dans leurs luttes pour des systèmes alimentaires contrôlés par les communautés et basés sur la biodiversité, et à s'opposer au système alimentaire industriel contrôlé par les grandes entreprises. De son côté, le WRM soutient les combats des communautés tributaires des forêts pour défendre leurs forêts et leurs territoires contre les plantations industrielles d'arbres, les industries extractives et d'autres dangers pour leur vie et leur

subsistance. Bien que chaque organisation ait son histoire et ses centres d'intérêt, nous estimons que leurs combats sont intimement liés et, en fait, il leur arrive souvent de se rencontrer dans les mêmes réunions, e-mails, forums et déclarations.

Ces dernières années nous sommes allés plus loin et nous avons établi des rapports de travail plus actifs, initialement surtout en Amérique latine mais, dernièrement, à d'autres endroits du monde également. Par exemple, en ce moment nous travaillons ensemble sur un projet qui vise à soutenir les luttes des communautés locales contre les plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale. Donc, il était logique que nous finissions par produire ce bulletin ensemble.

Après tout, beaucoup de communautés qui dépendent des forêts sont constituées par des paysans, et beaucoup de paysans sont tributaires des forêts, et tous sont des producteurs d'aliments. Le programme des transnationales les touche pareillement, soit par l'expansion des plantations industrielles d'eucalyptus et d'autres arbres, soit lorsque des investisseurs étrangers achètent des terres pour cultiver des produits destinés aux marchés internationaux des aliments et des biocarburants.

Les communautés forestières et paysannes sont calomniées de la même façon, et par les mêmes personnes, qui les accusent de détruire les forêts tropicales du monde avec leurs méthodes de culture itinérantes, de provoquer l'érosion des sols à cause du surpâturage, et d'être incapables de produire des aliments en quantité suffisante pour une population mondiale toujours plus nombreuse. On les décrit souvent comme tournées vers le passé et faisant obstacle au progrès. Et, comme nous le montrons dans un des articles de ce bulletin (sur REDD+ et l'agriculture), elles sont maintenant la cible de projets et de programmes contre le déboisement, au nom de la lutte contre le changement climatique.

Or, la vérité est que les responsables de ces problèmes ne sont pas les communautés paysannes ou celles qui dépendent des forêts. Les vraies coupables sont les économies basées sur les plantations, en forte expansion et dirigées par les grandes entreprises, avec leurs cultures industrielles polluantes et desséchantes. Elles s'emparent des terres arables fertiles et ne cessent de labourer le sol des forêts indigènes et d'autres écosystèmes fragiles. Ce faisant, elles produisent d'énormes volumes de gaz à effet de serre. Et pourtant – il faut le souligner – elles ne produisent pas beaucoup d'aliments. Ce qu'elles produisent, ce sont des matières premières pour un marché mondial exportateur et toujours vorace, pour alimenter l'industrie du papier, celle des animaux d'élevage et, dernièrement, celle des agrocarburants. Néanmoins, on ordonne aux communautés forestières de ne pas s'approcher des forêts et d'aller trouver leur nourriture et leurs moyens d'existence ailleurs. Les communautés paysannes sont expulsées de leur terre pour faire place à des plantations 'plus productives'.

Ainsi, les paysans et les habitants des forêts du monde entier se retrouvent entassés sur de moins en moins de terres. Aujourd'hui, 90 % des fermes sont tenues par des paysans, mais elles n'occupent qu'un quart des terres agricoles du monde. Néanmoins, les paysans se débrouillent pour produire la plupart de la nourriture du monde, alors que leurs émissions de gaz à effet de serre sont loin d'atteindre celles des fermes industrielles. Si la vague mondiale d'accaparement et de concentration de terres se poursuit, il leur sera difficile de continuer à le faire. Qui nourrira alors le monde?

La souveraineté alimentaire, un combat commun

Pour contrecarrer le système alimentaire des grandes entreprises et en articuler un autre qui mette les communautés paysannes et forestières au centre du combat contre les crises alimentaire, environnementale et climatique, La Vía Campesina – le mouvement paysan mondial – présenta au milieu des années 1990 la «souveraineté alimentaire» en tant que solution. Au cours des deux dernières décennies, la souveraineté alimentaire est devenue le thème central de la lutte de nombreux mouvements et organisations pour un meilleur système alimentaire. Le fait de la situer au centre de leur programme implique aussi de reconnaître le rôle crucial que les femmes jouent depuis des siècles en cultivant des aliments, en reproduisant les semences et en nourrissant leurs familles et leurs communautés. En plus d'alimenter la vie, les femmes jouent également un rôle essentiel sur la ligne de front des combats pour défendre les territoires et, par là, la souveraineté alimentaire.

Entre autres choses, ces combats ont pour but:

- Une réforme agraire intégrale qui restitue la terre aux petits agriculteurs et aux communautés locales, et la défense des territoires qui sont si importants pour les communautés paysannes et forestières.
- L'agro-écologie en tant que méthode agricole naturelle pour nourrir le monde.
- La mise à profit des connaissances indigènes et des semences locales.
- Une opposition frontale au système alimentaire industriel, aux intérêts commerciaux des grandes entreprises et aux technologies contrôlées par l'agro-industrie.
- La priorité donnée aux marchés locaux et aux circuits courts, sous le contrôle des communautés locales.
- La reconnaissance que ce combat réunit les divers producteurs d'aliments (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs), les producteurs et les consommateurs de différents endroits (du Nord et du Sud).

Les populations paysannes et celles qui dépendent des forêts mènent un même combat et ont un même adversaire.

Le programme climatique

Le présent numéro du bulletin du WRM regarde de près la lutte contre la crise climatique, un autre point que les communautés tributaires des forêts et paysannes ont en commun. Elles subissent les effets désastreux du changement climatique sur leur vie quotidienne et leurs moyens d'existence, mais elles comprennent aussi qu'elles détiennent la clé pour parer à cette crise.

Depuis plus de dix ans, à chaque conférence annuelle sur le climat les gouvernements du monde perdent leur temps à proposer de fausses solutions, pour éviter d'introduire un quelconque changement dans le système actuel de production et de consommation. Parmi ces fausses solutions figure la proposition de transformer les forêts en «puits de carbone» susceptibles de compenser les émissions produites ailleurs: tel est le but du système REDD et d'initiatives similaires, comme l'approche «REDD à l'échelle du paysage». À présent, les négociateurs du climat discutent aussi d'une vague proposition d'agriculture «intelligente face au climat», toujours avec l'intention de compenser les émissions de gaz à effet de serre au lieu de les réduire à la source. Les gouvernements sont en train de nous enfoncer de plus en plus dans cette crise parce qu'ils ne s'attaquent

pas aux causes réelles du changement climatique, et les transnationales contrôlent de plus en plus le programme des conférences et les technologies associées aux fausses solutions proposées, avec le soutien de l'ONU.

Le directeur de la FAO, Graziano da Silva, dans un débat sur le prochain sommet climatique, vient de dire: «Nous croyons que l'agriculture au sens large – y compris la sylviculture, la pêche et l'aquaculture – peut et doit jouer un rôle central dans la lutte contre le changement climatique [...]». (1) Néanmoins, ni les entreprises de plantation industrielle d'arbres ni les sociétés agro-industrielles ne peuvent jamais être la solution, parce que le problème réside dans les systèmes qu'elles appliquent. (2) Ce sont les communautés paysannes et celles qui dépendent des forêts qui proposent et pratiquent de façon convaincante la souveraineté alimentaire en tant que solution. D'après les calculs de GRAIN, le système alimentaire industriel est largement responsable de la crise climatique car il produit près de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre. En revanche, le système alimentaire basé sur la gestion appropriée des sols, l'agriculture naturelle, les marchés locaux, les aliments frais et la distribution équitable de la terre alimenterait non seulement de nombreuses communautés du monde entier, mais serait aussi capable de faire diminuer les émissions et de renvoyer le carbone sous terre.

Or, avant d'en arriver là il faut parcourir un long chemin. Comme le montre un des articles du bulletin, l'industrie des fertilisants est en train de s'imposer au moment de discuter et de décider sur ce qu'il faut faire avec l'agriculture et le système alimentaire mondial. Un autre article montre comment les traités de commerce enfoncent de plus en plus le monde dans la crise climatique. Les projets REDD+ et les marchés du carbone permettent aux pollueurs de se tirer d'affaire et empêchent les communautés locales d'utiliser les forêts pour leur subsistance. Et un autre article met en lumière comment les systèmes de certification, créés pour fournir des «étiquettes vertes» à des industries comme celles du bois, de la pâte à papier, du soja ou du palmier à huile, cherchent à nouer des alliances avec REDD. Une conversation entre GRAIN et le WRM sur les systèmes de certification et les plantations de palmiers à huile jette de la lumière sur ce que ces systèmes représentent pour les communautés locales. Et le thème de l'expansion des plantations d'eucalyptus au Mozambique et au Brésil, dont traite également ce bulletin, mérite de notre attention: ces plantations peuvent être considérées comme «intelligentes» du point de vue des entreprises, mais aucunement du point de vue du climat, de la souveraineté alimentaire et du bien-être de la population.

En vue des mobilisations autour du prochain sommet sur le climat qui aura lieu en décembre à Paris, des mouvements sociaux du monde entier s'apprêtent à présenter des solutions réelles et à dénoncer les fausses solutions qui sont maintenant sur la table des négociations de l'ONU. Il est très important que les combats et les solutions des communautés paysannes et des populations forestières y tiennent une place centrale.

GRAIN (<https://www.grain.org/>) et *WRM* (<http://wrm.org.uy/>)

(1) <http://www.fao.org/news/story/fr/item/336992/icode/>

(2) Vous trouverez davantage d'information sur les plantations industrielles en tant que facteurs déterminants du déboisement à l'adresse: <http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/deforestation/causes-directes/monocultures-intensives-darbres/>, et sur le rôle de

l'agriculture industrielle dans le déboisement: <http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/deforestation/causes-directes/elevage-et-agriculture-industrielle/>.

LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET L'AGENDA CLIMATIQUE

Alerte sur REDD!

Comment les projets REDD+ sapent l'agriculture paysanne et les vraies solutions du changement climatique

L'agriculture fait de plus en plus l'objet de débats dans les forums de haut niveau sur le changement climatique qui proposent divers programmes, censément destinés à aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture. Ces initiatives sont fortement encouragées par les grandes entreprises et les gouvernements qui souhaitent protéger l'agro-industrie et les systèmes alimentaires industriels contre les vraies solutions qui fourniraient davantage de terres aux paysans et qui soutiendraient l'agriculture agro-écologique à destination des marchés locaux. Ainsi, l'agriculture paysanne à petite échelle est la cible de ceux qui proposent agressivement de fausses solutions du changement climatique, tandis que l'agriculture industrielle reste presque inchangée. Une de ces propositions est le système dénommé REDD+.

Une [publication récente de GRAIN et du WRM](#) explique certaines caractéristiques du système REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) qui le rendent dangereux pour l'agriculture paysanne. La publication montre que REDD+ renforce le système alimentaire industriel (responsable pour une bonne part du changement climatique), qu'il a privé beaucoup de communautés et de peuples forestiers de leurs territoires et qu'il conspire contre leurs systèmes agricoles, pourtant susceptibles de refroidir la planète.

Dans la plupart des cas, l'information que reçoivent les communautés paysannes sur les projets REDD+ est tendancieuse ou incomplète. Les partisans du projet leur font beaucoup de promesses de bénéfices et d'emploi si elles acceptent l'activité REDD proposée. Cependant, la plupart des projets REDD+ limitent l'affectation de la forêt à la culture itinérante, à la cueillette et à d'autres activités de subsistance. La chasse, la pêche, le pâturage ou la coupe de quelques arbres pour construire des maisons ou des canoës subissent aussi des restrictions que les propriétaires du projet font respecter, souvent avec l'aide de gardes armés. En outre, la plupart des communautés ne sont pas informées que ces projets génèrent des crédits de carbone, ou que les acheteurs de ces crédits sont de grandes entreprises du monde entier dont les activités comportent l'extraction de combustibles fossiles et la destruction des territoires des populations traditionnelles. L'agriculture paysanne est signalée comme cause du déboisement, tandis que les vrais responsables sont ignorés. Pendant ce temps, les principaux facteurs du déboisement – l'exploitation forestière industrielle, l'expansion du palmier à huile, du soja ou des plantations d'arbres, l'extraction minière, les grands barrages hydroélectriques et, par dessus tout, l'expansion de l'agriculture industrielle dans les forêts – continuent sans restriction aucune. (Voir "[REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges](#)".)

Caractéristiques qui rendent REDD+ dangereux pour l'agriculture paysanne

REDD+ accuse les méthodes agricoles paysannes du déboisement et des émissions

Les paysans du monde entier ont de moins en moins de terres, alors qu'ils continuent à produire la plupart de la nourriture du monde, et leurs émissions de gaz à effet de serre ne se rapprochent même pas de celles des fermes industrielles. Pourtant, l'écrasante majorité des projets REDD+ visent à réduire les émissions de GES en diminuant encore davantage les surfaces auxquelles ont accès les paysans et les communautés indigènes, ou en modifiant le mode d'exploitation des terres des petits agriculteurs.

Les défenseurs de REDD+ ont la conviction erronée que la culture itinérante, couramment pratiquée par les peuples forestiers, est une des causes principales du déboisement. Or, cela n'est pas vrai. Ce que l'on regroupe habituellement sous le terme « culture sur brûlis » inclut des centaines de méthodes différentes d'exploitation, adaptées aux circonstances locales. Loin de causer une forte diminution des forêts, elles ont permis aux communautés forestières de préserver les forêts dont elles dépendent. Lorsque la culture itinérante provoque la dégradation de la forêt, cela se passe généralement à des endroits où les cycles de rotation ont dû être raccourcis parce que les cultivateurs disposaient de moins de terre, presque toujours à cause de l'expansion des plantations industrielles, des grands projets d'infrastructure ou de l'exploitation industrielle du bois, qui accaparent les terres dont les communautés paysannes ont besoin pour la production d'aliments.

Un autre argument utilisé par les défenseurs de REDD+ est que le « coût d'opportunité » est inférieur à celui qui résulterait de la limitation des plantations et des fermes industrielles. Le « coût d'opportunité » mesure le bénéfice économique que les entreprises ou les paysans auraient obtenu si les activités de déboisement avaient continué. Les experts peuvent voir l'argent que les plantations rapportent aux entreprises, mais ils ne voient pas la valeur totale des bénéfices que les zones boisées rapportent aux communautés paysannes, en production d'aliments, en logement, en médicaments, en biodiversité, en culture, etc. Pour les défenseurs de REDD+, il est plus « rentable » d'empêcher les paysans d'utiliser les forêts que de freiner les entreprises de plantation et les agriculteurs industriels.

REDD+ : une bonne affaire pour les entreprises charbonnières, les ONG écologistes internationales, les experts conseil et les pays industrialisés

Une des belles promesses de REDD+ est que les communautés tributaires des forêts et les agriculteurs paysans seront payés pour protéger les forêts. Pour allécher les gouvernements et les communautés du Sud, les défenseurs de REDD+ font habituellement des affirmations exagérées quant au volume du marché mondial des crédits de carbone, ou quant au volume escompté du futur marché du carbone forestier.

Le fait est que le prix des permis d'émission est en chute libre depuis 2008. Et même si ces permis atteignent la valeur prévue, les expériences des projets REDD+ existants qui vendent des crédits de carbone montrent que les profits éventuels, qui devraient en théorie parvenir aux communautés, seront captés par d'autres.

Avant qu'un projet REDD+ puisse vendre des crédits de carbone, de nombreux documents techniques doivent être rédigés, certifiés et vérifiés par plusieurs audits.

Tous ces préparatifs coûtent de l'argent, et ils ne sont pas bon marché. Ils s'additionnent aux « frais généraux » ou aux « coûts de transaction » des projets REDD+.

Pour les organisations écologistes internationales comme The Nature Conservancy, Conservation International et le WWF, REDD+ est une bonne affaire parce qu'elles peuvent capter une portion considérable de l'aide internationale et des fonds pour le climat dont dispose le système. Elles participent à beaucoup de projets et d'initiatives REDD+ et jouent le rôle de conseillères pour les projets nationaux. Aucune de ces organisations n'a révélé le montant de son budget REDD+, ni combien d'argent provient des fonds climatiques que les pays industrialisés comptabilisent comme paiements REDD+ pour les pays du Sud.

Les pays industrialisés vont sans doute gagner encore davantage grâce à REDD+, si le nouveau traité de l'ONU sur le climat qui est négocié à l'heure actuelle leur donne la possibilité de porter à leur crédit la diminution du déboisement dans les pays tropicaux. En effet, une des propositions en discussion est que les pays qui donnent des fonds pour financer le système REDD+ puissent mettre les réductions obtenues par REDD+ au compte de leurs propres objectifs en matière d'émissions... une option très convenable pour les gouvernements des pays industrialisés qui cherchent des moyens d'éviter des réductions radicales chez eux.

Le système REDD+ conspire contre la souveraineté alimentaire

De diverses façons, les projets REDD+ conspirent généralement contre la production locale d'aliments et créent une situation d'insécurité alimentaire chez les communautés. Dans certains cas, les familles qui participent directement à un projet de compensation doivent réduire leur production d'aliments afin de planter des arbres pour le projet. Dans d'autres cas, le projet REDD+ empêche les communautés d'accéder aux zones boisées sur lesquelles elles comptent pour la pêche et la cueillette, pour l'agriculture itinérante ou pour faire paître le bétail.

L'échec régulier des initiatives REDD+ à « créer des alternatives à la culture sur brûlis » ou à « moderniser » l'agriculture paysanne au moyen de propositions mises en œuvre par des propriétaires lointains ou des ONG écologistes, est le signe d'un autre problème inhérent aux projets REDD+ : ils visent d'abord et surtout à maximiser le stockage de carbone dans la zone qui va générer des crédits. Les tentatives d'y faire participer les communautés paysannes et les peuples forestiers viennent après coup, à la demande des bailleurs de fonds ou pour montrer que la mise en œuvre du projet est participative.

REDD+ conspire contre le contrôle communautaire des territoires

Les crédits négociables REDD+ sont une sorte de titre de propriété. Ceux qui les achètent n'ont pas besoin d'être propriétaires de la terre ou des arbres qui « stockent » le carbone, mais *ils ont le droit de décider comment cette terre sera utilisée*. De même, leurs contrats leur donnent habituellement le droit de surveiller ce qui s'y passe et de s'y rendre à n'importe quel moment, tant qu'ils seront propriétaires du crédit de carbone.

Les communautés ne savent pas que le contrat qu'ils signent pour un projet REDD+ risque de limiter leur contrôle du territoire. Le plus souvent, les obligations que contractent les communautés ou les familles ne sont pas clairement expliquées ou sont décrites dans des termes ambigus qui peuvent être mal interprétés. Il leur est difficile de

demander l'avis d'un avocat qui les conseille sur ces documents techniques complexes et ambigus, parce que presque tous les contrats REDD+ contiennent des clauses de confidentialité strictes.

Le contrôle communautaire du territoire est affecté aussi quand le projet sème la division au sein de la communauté. Tandis que la plupart de leurs promesses d'emploi ne sont pas tenues, les projets REDD+ emploient généralement des gens de la communauté comme gardes forestiers, dont le rôle est d'informer sur le respect des règles. Autrement dit, ils sont censés surveiller les autres membres de la communauté et les dénoncer aux propriétaires s'ils coupent des arbres, s'ils chassent, pêchent ou plantent dans la forêt, c'est-à-dire s'ils y font ce qu'ils ont toujours fait mais que les normes du projet REDD+ interdisent maintenant. Ce type d'emploi sème la discorde dans la communauté et diminue sa capacité de s'organiser pour défendre son territoire.

Les réformes législatives inspirées par le marché du carbone mettent en péril la réforme agraire

Le Code forestier du Brésil montre que les réformes législatives inspirées par REDD+ et par d'autres initiatives commerciales de compensation peuvent mettre en danger la réforme agraire et les droits des paysans à la terre. La révision du Code forestier de 2012 étend l'utilisation des crédits de 'restauration forestière'. Ces crédits peuvent être vendus par le propriétaire des terres s'il a déboisé une étendue inférieure à celle qui est autorisée par le Code. De leur côté, les agriculteurs qui ont défriché au-delà des limites légales ont l'obligation, en application du Code forestier de 2012, de restaurer la zone déboisée en excès, sans quoi ils risquent de ne plus avoir accès à des crédits agricoles. En achetant des crédits de restauration forestière, ils évitent d'avoir à reboiser leur propre terre.

Les crédits de reboisement négociables compromettent gravement un instrument essentiel pour la réforme agraire brésilienne. Cet instrument a toujours été l'expropriation des latifundia déclarés improductifs et qui, de ce fait, ne remplissent pas la « fonction sociale » requise par la constitution. L'introduction des crédits de reboisement négociables a donné aux propriétaires terriens un nouveau moyen d'éviter l'expropriation à des fins sociales, car ces crédits transforment les propriétés improductives en 'usines à carbone' et en dépôts de réserves environnementales. En plus, cela permet aux propriétaires terriens d'affirmer que la terre est en train de remplir la « fonction sociale » prévue par la constitution.

Le système REDD+ facilite l'expansion de l'agriculture industrielle

Le déboisement provoqué par le secteur agricole au cours des dernières décennies est presque entièrement dû à l'expansion de la production destinée à l'exportation et à la nourriture des animaux, pour la plupart dans des fermes et des plantations industrielles à grande échelle. Le déboisement est donc directement lié aux chaînes internationales de production de matières premières qui sont contrôlées par un petit nombre de transnationales de l'alimentation : des négociants et producteurs de matières premières comme Cargill, le groupe Louis Dreyfus, Bunge, Archer Daniels Midland (ADM), JBS ou Wilmar International, des sociétés alimentaires comme Nestlé, Danone et Unilever, et des supermarchés et chaînes de fast-foods comme McDonald's, Walmart ou Carrefour.

Pour éviter la mauvaise publicité et protéger leurs voies d'approvisionnement, les grandes entreprises ont créé des systèmes de certification volontaires et des tables rondes auxquelles participent quelques grandes ONG internationales (voir l'article à ce sujet dans ce même bulletin).

Conclusions

Les problèmes sont clairs, les solutions existent... et elles sont très différentes du système REDD+.

REDD+ permet d'occulter le fait que, si l'agriculture contribue pour une bonne part au changement climatique, les cultivateurs de produits agricoles n'ont pas tous la même part de responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre. La source principale des émissions de gaz à effet de serre est le système alimentaire industriel, avec son utilisation intensive de produits chimiques, l'érosion du sol et le déboisement qu'il provoque, et son orientation vers la production pour les marchés d'exportation.

Or, REDD+ accuse la culture itinérante et l'agriculture paysanne du déboisement et des émissions de gaz à effet de serre. En fait, les paysans sont en train de prouver qu'il est possible de « nourrir le monde » tout en produisant beaucoup moins d'émissions que le système de production agricole industriel axé sur l'exportation. La restitution des terres aux petits agriculteurs et aux communautés indigènes est le moyen le plus efficace de réussir à alimenter une population mondiale toujours croissante en une période où le changement climatique devient imprévisible. REDD+ est un moyen dangereux de distraire l'attention des mesures urgentes à prendre dans cette direction.

Voir le rapport ici : <http://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/comment-les-projets-redd-fragilisent-lagriculture-paysanne-et-les-solutions-reelles-au-changement-climatique/>

Pourquoi la RSPO facilite l'accaparement de terres pour l'huile de palme

Cet article est fondé sur une conversation qui eut lieu en septembre 2014 entre Winnie Overbeek, coordinateur international du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, et GRAIN, et qui fut publiée par GRAIN dans « Planet palm oil ». L'information contenue a été actualisée.

GRAIN (1): En quoi consiste la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) ?

Winnie : La RSPO a été créée en 2001. Il s'agit d'un partenariat entre l'industrie de l'huile de palme et quelques ONG, parmi lesquelles le WWF occupe une place importante. À mon avis, elle peut être comprise comme une réponse du secteur de l'huile de palme aux conflits et aux problèmes environnementaux, en particulier la déforestation, causés par une expansion très rapide, notamment en Indonésie et en Malaisie, au cours des 20 dernières années.

La RSPO compte maintenant plus de 750 membres, dont seulement 13 sont des ONG, de sorte que les 740 membres restants sont des entreprises liées d'une manière ou d'une

autre à l'industrie de l'huile de palme. On y trouve les planteurs de palmier à huile, les producteurs et les négociants d'huile de palme, les fabricants de produits grand public, certaines banques et des investisseurs. Le processus utilisé ressemble beaucoup au système de certification du Forest Stewardship Council. La RSPO délivre des certificats aux producteurs d'huile de palme à partir d'un ensemble de principes et de critères approuvés par les membres de la RSPO. La RSPO indique sur son site web qu'elle a déjà accordé des certificats à environ 1,6 million d'hectares de plantations de palmier à huile considérées comme « durables ». Ils appellent cela « une production d'huile de palme durable », qui est censée s'appuyer sur des pratiques de gestion légales, économiquement viables, écologiquement appropriées et bénéfiques pour la société.

GRAIN: (2) *Que représente l'actuel accaparement de terres pour la monoculture industrielle de palmiers à huile, pour les communautés concernées et pour les entreprises intéressées, et quel rôle joue la RSPO dans ce domaine ?*

Winnie: Les communautés locales ne peuvent que perdre avec la vague actuelle d'accaparement de terre pour le palmier à huile. Elles perdent l'accès à des terres et des réserves d'eau vitales, maintenant et pour les générations futures. Et elles doivent faire face à tous les impacts sur le territoire dont s'accompagnent les vastes plantations en régime de monoculture : la pollution due aux pesticides, l'érosion du sol, le déboisement et la migration de la main-d'œuvre. L'expérience montre aussi que les emplois que créent les plantations vont souvent à des gens de l'extérieur, et que la plupart de ces emplois sont saisonniers, mal payés et dangereux. Les systèmes de certification comme la Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO) ne mettent pas cela en question, ils facilitent plutôt l'expansion en l'appelant 'durable'.

En outre, l'expansion des grandes plantations industrielles met en péril la production locale d'huile de palme, en Afrique et à quelques endroits d'Amérique latine. Cette production locale basée sur le contrôle communautaire des sols et du processus de production – le plus souvent entre les mains des femmes – concerne, en Afrique par exemple, des millions de personnes dans 20 pays où le palmier à huile est une espèce indigène et fait partie de la culture populaire. Il s'agit en général de plantations non industrielles, qui ne dépendent pas de produits chimiques et qui produisent de l'huile de palme de cuisine de très bonne qualité et d'autres produits pour la consommation locale.

La demande ne justifie pas l'expansion des plantations de palmiers à huile. La croissance du marché mondial de l'huile de palme n'a pas pour but de résoudre le problème de la faim. Elle est surtout le résultat des nouvelles obligations d'utilisation de biocarburants et de la substitution des huiles et des graisses (animales ou végétales) produites localement par de l'huile de palme bon marché importée pour la production d'aliments manufacturés. Ce sont les transnationales, et non les gens, qui ont besoin de davantage de plantations de palmiers à huile.

GRAIN (3): *Dans votre expérience de travail avec les communautés, pensez-vous que la RSPO a constitué une solution pour elles ? A-t-elle contribué à une production durable de l'huile de palme ?*

Winnie: Il est vrai que, selon certaines organisations avec lesquelles nous travaillons, la RSPO a apporté quelques avantages, et il est également important (j'imagine que c'est vrai pour n'importe quel système de certification) de pouvoir afficher des résultats positifs. Ainsi, par exemple, la RSPO est parvenue à ralentir un peu la déforestation, ou du moins à obtenir que les entreprises ralentissent leur rythme d'expansion. Mais il est

vrai aussi que, pour les communautés qui ont déposé des plaintes auprès de la RSPO, en Indonésie par exemple (le pays où il y a le plus de problèmes entre les communautés et les entreprises d'huile de palme), aucune de ces plaintes n'a abouti à une conclusion satisfaisante pour les communautés. Et c'est très inquiétant, car ce mécanisme de traitement des plaintes est le dernier recours pour corriger les problèmes qui n'ont pas été résolus pendant la procédure de certification. Si ce mécanisme de traitement des plaintes de la RSPO ne fonctionne même pas, que peut-on penser de l'ensemble du processus de certification ?

Tout d'abord, il est difficile pour les communautés d'avoir accès à ce dispositif, et cela est lié au deuxième aspect que je veux aborder : le fait que la RSPO a été mise en place sans aucune participation des communautés. La RSPO a établi un certain nombre de procédures, de principes et de critères, et ceux-ci sont souvent très difficiles à comprendre pour les communautés. Le langage dans lequel ces procédures sont rédigées, notamment celui du mécanisme de plainte, est différent de celui qui est utilisé par les communautés. Je veux dire que les textes sont rédigés d'une manière très technique, et non d'une manière qui facilite l'accès pour les communautés. Ils sont écrits dans le langage des entreprises, des consultants, des chercheurs, qui est aussi celui des ONG participantes, le plus souvent représentées par des intervenants spécialisés titulaires de diplômes universitaires. Toutes ces personnes peuvent facilement comprendre la documentation. Pour les communautés c'est beaucoup plus difficile. C'est un gros avantage pour les entreprises qui cherchent à obtenir une certification, mais une source de frustration pour les communautés.

Cette situation est illustrée par la façon dont on définit, dans le processus de certification, les forêts qui ne doivent pas être transformées en plantations de palmiers à huile. La RSPO les appelle des forêts à haute valeur de conservation (HCV), et elles sont identifiées par des consultants, mais ces consultants sont embauchés par la société, et non pas par les communautés. Le plus souvent, les communautés ne comprennent pas ce concept parce que pour elles, c'est tout leur territoire qui est important, et ce territoire est souvent constitué de différentes zones forestières qu'elles utilisent pour toutes sortes d'activités différentes, comme l'agroforesterie. Toutes ces différentes zones boisées sont très importantes pour les communautés, et non seulement une partie de la région, comme le propose la RSPO.

Un autre aspect problématique de la RSPO est que ce n'est pas un instrument efficace pour résoudre les problèmes croissants d'accaparement des terres dans les pays du Sud, (notamment pour) le développement de plantations en monoculture pour l'exportation. Elle ne remet pas en cause la logique de l'industrie de l'huile de palme et de l'expansion des plantations et des marchés. Si cet aspect n'est pas pris en compte, comment peut-on parler d'une huile de palme « durable » au niveau mondial ?

Au niveau local, on trouve aussi deux caractéristiques des plantations qui ne sont pas remises en cause par la RSPO : leur grande taille et leur choix de la monoculture. Ce sont deux aspects qui ont toujours beaucoup de répercussions sociales, environnementales, économiques et culturelles. Ces plantations ont besoin de beaucoup de pesticides et d'eau, et elles occupent un vaste territoire sur lequel vit une population nombreuse (parce qu'elles sont le plus souvent installées sur des terres fertiles). Il est donc très difficile de qualifier de « durables » des plantations en régime de monoculture et à grande échelle et, pour notre part, nous considérons que c'est impossible. Ainsi,

lorsque la RSPO accorde un label à ces projets et les déclare « durables », cela donne aux consommateurs l'impression trompeuse que l'huile de palme qu'ils consomment provient d'une plantation durable, que c'est avantageux pour les communautés et pour le reste du monde. Ce n'est tout simplement pas vrai.

La RSPO pose un dernier problème important : il s'agit d'un système, comme les autres innovations du genre REDD+, qui crée des divisions au sein de la société civile entre les communautés, les mouvements sociaux et les ONG. La certification est employée comme outil pour aider certaines communautés à certains moments, alors que dans d'autres pays - ou dans le même pays - cet outil est employé pour réduire au silence ou soumettre les gens, et pour contrôler leur territoire.

Ces mécanismes, comme les certifications ou les projets REDD+, doivent donc être envisagés et compris dans un contexte plus large. Nous devons réfléchir à notre devoir de solidarité envers ceux qui sont maltraités par les systèmes de certification et les projets REDD+. Il me semble que cela ne se fait pas assez souvent et c'est très préoccupant. Actuellement, par exemple, on observe une tendance à un rapprochement entre des mécanismes comme la RSPO et REDD+. Les zones forestières à haute valeur de conservation dont j'ai parlé tout à l'heure, que la RSPO veut protéger, sont désormais aussi appelées « forêts riches en carbone ». À terme, cela signifie qu'une entreprise certifiée par la RSPO pourrait aussi vendre des crédits de carbone générés dans sa zone, même si des études montrent que les agrocarburants produits à partir d'une monoculture à grande échelle peuvent entraîner encore plus d'émissions de CO₂ que l'utilisation de combustibles fossiles pour la production d'énergie.

Sur l'ensemble, je pense que les limitations et les problèmes de la RSPO sont bien plus sérieux et plus importants que ses avantages pour les communautés, et je dirais que c'est exactement le contraire pour les entreprises : je pense que la RSPO leur rapporte beaucoup plus de bénéfices qu'elle ne leur coûte. En fin de compte, le pouvoir des entreprises est renforcé avec des mécanismes comme la RSPO, et la lutte des communautés pour résister contre l'accaparement des terres, pour défendre leurs territoires, devient plus difficile.

L'agriculture intelligente face aux transnationales

À l'approche des pourparlers de l'ONU sur le climat qui auront lieu en décembre, on constate qu'une seule initiative gouvernementale importante porte sur le climat et l'agriculture, et qu'elle est contrôlée par les plus grandes industries des fertilisants du monde. L'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat, lancée en 2014 à New York, lors du Sommet de l'ONU sur le changement climatique, est le résultat de plusieurs années d'efforts du lobby des fertilisants pour bloquer toute action significative concernant l'agriculture et le changement climatique.

Le 'coup d'État' de l'industrie des fertilisants a été possible, en partie, parce que son rôle dans le dérèglement climatique est gravement sous-estimé. Quand on pense à la fracturation hydraulique, on l'associe à Shell, et non à la société norvégienne Yara. Or, c'est Yara qui coordonne le lobby du gaz de schiste en Europe, et c'est encore Yara, avec d'autres fabricants de fertilisants, qui pompe la plupart du gaz naturel produit aux États-Unis grâce au boom du *fracking*.

La production des fertilisants, et surtout celle des engrais à l'azote, requiert d'énormes quantités d'énergie et génère de 1 à 2 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Les engrais chimiques détruisent l'azote naturel des sols, de sorte que les agriculteurs doivent employer chaque année davantage de fertilisants pour maintenir leur rendement. Au cours des 40 dernières années, l'efficacité des engrais à l'azote a diminué de deux tiers, et leur consommation par hectare s'est multipliée par sept. En outre, la production de ces fertilisants, qui se fait presque entièrement à base de gaz naturel, est censée augmenter de près de 4 % pendant la prochaine décennie. De nouvelles analyses montrent que le taux des émissions d'oxyde d'azote (N₂O), un gaz 300 fois plus puissant, en ce qui concerne l'effet de serre, que le dioxyde de carbone (CO₂), augmente de façon exponentielle à mesure qu'augmente l'application de fertilisants. L'emploi de ces derniers s'accélère dans les tropiques, où les sols produisent des émissions de N₂O encore plus importantes par kilo d'azote appliqué, surtout quand il s'agit de terres déboisées.

Les preuves sont de plus en plus nombreuses que les agriculteurs peuvent arrêter d'utiliser des engrais chimiques sans que leur rendement diminue, en adoptant les méthodes agro-écologiques. En réponse, les fabricants de fertilisants ont fait le nécessaire pour contrôler le débat international sur l'agriculture et le changement climatique, et pour se positionner comme détenteurs de la solution.

À la tête des fertilisants

L'industrie des fertilisants est dominée par une poignée de grandes entreprises. Yara, qui appartient à plus de 40 % au gouvernement norvégien et à son fonds de pensions, contrôle le marché mondial des fertilisants azotés, tandis que la société états-unienne Mosaic et quelques entreprises canadiennes, israéliennes et de l'ancienne Union soviétique dirigent des cartels qui contrôlent la production mondiale de potasse. Mosaic est aussi le principal producteur de phosphates.

Ces entreprises sont représentées par plusieurs groupes de pression. Les principaux, au plan international, sont l'Institut des fertilisants, l'Association internationale de l'industrie des fertilisants et l'Institut international de la nutrition des plantes. Les entreprises sont représentées aussi par lobbies des consommateurs d'énergie, comme la Fédération internationale des consommateurs industriels d'énergie. Yara dirige son Groupe de travail sur le gaz qui, en collaboration avec *Fertilizers Europe*, exerce de fortes pressions en faveur du développement du gaz de schiste dans l'Union européenne.

En Amérique du Nord, Yara et d'autres producteurs de fertilisants et groupes de pression ont fondé l'Alliance pour l'agriculture durable («*Field to Market*»), ainsi que d'autres grandes sociétés agro-industrielles et alimentaires, comme Walmart, Kellogg's et Monsanto. À cette alliance participent aussi activement de grandes ONG écologistes des États-Unis, comme le Fonds pour la défense de l'environnement (*Environmental Defense Fund*, EDF) et *The Nature Conservancy* (TNC). Ces ONG travaillent directement avec Yara, Mosaic et d'autres producteurs de fertilisants à des programmes sur l'efficacité des fertilisants «intelligents face au climat». Les mêmes ONG et groupes principaux sont derrière *Solutions from the Land*, une alliance états-unienne de sociétés agro-industrielles et de grands agriculteurs créée pour éviter l'adoption de

réglementations environnementales susceptibles de porter atteinte à l'industrie des engrais. Début 2015, *Solutions from the Land* changea de nom pour devenir l'Alliance nord-américaine pour l'agriculture intelligente face au climat; à présent, elle assure la coordination régionale de l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat.

D'autre part, la société Yara est particulièrement active dans le Forum économique mondial (WEF) dont elle préside le groupe de travail sur l'agriculture intelligente face au climat; de là, elle coordonne la mise en œuvre de programmes sur les fertilisants «intelligents face au climat» avec Nestlé, PepsiCo, Syngenta et d'autres sociétés d'Asie et d'Afrique. Yara travaille avec ces entreprises au développement d'un programme africain (dénommé *Grow Africa*) et d'un programme mexicain (dénommé *Grow Mexico*).

Les entreprises productrices de fertilisants collaborent aussi avec les centres de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) à plusieurs initiatives intelligentes face au climat dans les pays du Sud, comme le programme «Villages intelligents face au climat» que le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), basé au Mexique, dirige en collaboration avec l'Institut international de la nutrition des plantes. Les rapports de ce genre s'étendent à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), financée par la Fondation Bill Gates, laquelle a plusieurs domaines de coopération avec le CGIAR et l'industrie des engrais, comme le Forum pour une révolution verte en Afrique créé par Yara et l'AGRA en 2010.

Néanmoins, le principal véhicule pour la promotion des fertilisants dans les pays du Sud est le Centre international de développement de fertilisants (IFDC), établi en Alabama, États-Unis, dans les années 1970, et financé par plusieurs fabricants de fertilisants, dont Yara. L'IFDC fait pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques qui augmentent l'utilisation de fertilisants, et il encourage l'adoption de diverses techniques pour leur application, comme la gestion intégrée des sols que l'AGRA, la Banque mondiale et d'autres agences de financement ont déclarée «intelligente face au climat».

Ces diverses entreprises, agences, alliances et groupes de pression ont convergé pour promouvoir l'agriculture «intelligente face au climat» comme réponse officielle au changement climatique. C'est l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU (FAO) qui inventa le terme en 2010, afin d'obtenir des fonds destinés au climat pour ses programmes agricoles en Afrique. Or, le terme ne devint significatif dans les cercles politiques internationaux qu'en 2012, après la deuxième Conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique, organisée par la Banque mondiale et la FAO et accueillie par le gouvernement du Vietnam.

Le choix du Vietnam n'était pas accidentel. Yara et d'autres multinationales agro-industrielles et alimentaires du WEF venaient de lancer un grand partenariat public-privé avec le gouvernement vietnamien, suivant lequel ces sociétés obtenaient l'exclusivité sur les «chaînes de valeur» des principaux produits d'exportation du pays. Les programmes vietnamiens furent adoptés comme le premier projet pilote d'agriculture intelligente face au climat du WEF, et Yara fut chargée de sa supervision.

Un an plus tard, au moment de la Conférence mondiale suivante en Afrique du Sud, le lobby des fertilisants et ses alliés avaient formulé un plan pour la création d'une Alliance pour l'agriculture intelligente face au climat, qui serait formellement présenté au Sommet du climat de l'ONU en septembre 2014 comme la principale plateforme communautaire internationale pour l'action sur le changement climatique et l'agriculture. Le Département d'État des États-Unis se chargea ensuite de faire avancer le plan.

Aujourd'hui, l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat est bourrée de producteurs de fertilisants et de groupes de pression, ainsi que d'ONG et de sociétés qui travaillent directement avec eux. Dans son Conseil de direction siègent Yara, Mosaic, EDF et TNC, le gouvernement de Norvège et celui des États-Unis.

La pollution comme solution

Il n'existe pas de définition précise de l'agriculture «intelligente face au climat», et pour cause: l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat laisse à ses membres le soin de déterminer ce que cela signifie pour eux.

La FAO, un des organisateurs principaux de l'Alliance, a publié un manuel et une liste de dix «réussites» de l'agriculture intelligente face au climat. Il s'agit dans tous les cas de programmes d'extension directifs, dont une technique pour l'application de fertilisants azotés qui s'adresse aux petits agriculteurs des pays du Sud. Le CGIAR a lui aussi un recueil d'exemples «réussis» centrés sur les pays du Sud, qui vise à encourager l'emploi de fertilisants et d'OGM et qui ne mentionne pas l'agro-écologie. Néanmoins, la plupart des initiatives d'agriculture intelligente face au climat appartiennent au secteur privé, grâce à des alliances entre les principales agro-industries et entreprises alimentaires.

Le projet modèle que Yara est en train d'appliquer aux plantations qui produisent les oranges pour les jus Tropicana de PepsiCo montre bien ce que cela veut dire. PepsiCo fait que ces plantations achètent les fertilisants azotés «à faible empreinte carbonique» de Yara, qui sont censés produire moins d'infiltrations polluantes. Ces fertilisants «de qualité supérieure» ont été mis au point par Yara «afin d'éviter que les aliments biologiquement produits soient les seuls à obtenir l'approbation climatique».

Paradoxalement, en Afrique, continent qui concentre l'attention de l'Alliance mondiale, l'industrie des fertilisants et ses alliés affirment qu'un moyen «intelligent face au climat» de réduire les émissions de gaz à effet de serre est d'accroître l'utilisation de fertilisants. Yara et Syngenta font des essais en Tanzanie pour montrer que, quand on augmente le rendement avec des engrais chimiques et des semences hybrides, «le besoin de déboiser diminue et, par conséquent, on évite l'émission de GES». Cependant, si l'Afrique intéresse l'industrie des fertilisants, ce n'est pas uniquement pour détourner l'attention des émissions agricoles des pays industrialisés. En effet, le marché africain des engrais chimiques est celui qui croît le plus vite au monde et, en plus, l'Afrique possède des réserves importantes de gaz naturel, en particulier sur la côte orientale, entre la Tanzanie et le Mozambique. Yara est à la tête d'initiatives destinées à promouvoir l'agriculture industrielle à grande échelle, comme le projet de Corridor de croissance agricole du sud en Tanzanie où, simultanément, l'entreprise négocie avec le

gouvernement la construction d'une nouvelle usine de fertilisants azotés de 2,5 milliards de dollars.

Or, il est possible de réduire rapidement et de façon considérable les émissions de GES des systèmes alimentaires sans conséquences économiques importantes pour les gens. L'élimination des engrais chimiques est une des manières les plus faciles et efficaces d'y parvenir. Cela permettrait d'améliorer les moyens d'existence des agriculteurs, de produire des aliments plus nourrissants, de protéger la couche d'ozone et de rendre propres les réserves d'eau. De très nombreuses études montrent que les agriculteurs qui appliquent de simples méthodes agro-écologiques peuvent produire autant d'aliments que ceux qui utilisent des engrais chimiques sur la même étendue de terre.

Pour se débarrasser de l'habitude des engrais il ne faut pas de solutions techniques mais politiques. Il n'y aura aucune mesure significative tant qu'on n'aura pas desserré la prise de l'industrie des fertilisants sur les décideurs. Pour y parvenir, commençons par fermer l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat et par expulser de la COP 21 les sociétés productrices de fertilisants.

GRAIN (<https://www.grain.org/>)

<https://www.grain.org/article/entries/5271-les-exxon-de-l-agriculture>

L'association de deux mensonges éclatants: les tables rondes de certification et REDD+

La certification a été décrite comme le mensonge le plus flagrant du mouvement pour la durabilité. Et ces dernières années, les tables rondes de certification ont fait équipe avec un autre mensonge flagrant: le système REDD+. Dans le cas de ce dernier, le mensonge commence avec son nom. En effet, REDD+ n'est pas conçu pour réduire les émissions, ou du moins, celles causées par les responsables du déboisement à grande échelle. En revanche, REDD+ accuse de la diminution des forêts les petits agriculteurs et les peuples forestiers, tandis que le déboisement causé par les transnationales et les politiques gouvernementales, responsables véritables du déboisement, se poursuit sans relâche, souvent dissimulé derrière le label des normes de certification et de REDD+.

«La certification est un des mensonges les plus flagrants du mouvement pour la durabilité. J'en ai vu maintes fois des preuves», écrit Scott Poynton dans son livre 'Beyond Certification' publié en 2015. (1) Poynton a longtemps été un défenseur de la certification volontaire, et il a travaillé des années durant pour améliorer les résultats du Forest Stewardship Council (FSC). L'expérience et la documentation accumulées par le WRM sur la réalité du FSC et de la RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable) confirment certainement la conclusion de Scott Poynton. (2) Et ces dernières années, les tables rondes de certification ont commencé à s'associer à un autre mensonge flagrant: REDD+. REDD est l'acronyme de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts, et le 'plus' représente bien d'autres choses, de l'exploitation industrielle de bois aux plantations d'arbres. Dans le cas de REDD+, le mensonge commence avec son nom. En effet, REDD+ n'est pas conçu pour réduire les émissions, ou du moins, celles causées par les responsables du déboisement à grande échelle. Même les ardents défenseurs de REDD, comme Ecosystem Marketplace, ont signalé qu'il ne s'agit que d'un instrument financier *qui pourrait aider ceux qui souhaitent sauver les forêts*, et pas plus, *«parce que ceux qui ne répondent qu'à des incitations*

purement économiques choisiraient plutôt le palmier à huile», ou le soja, ou la viande, ou l'eucalyptus, ou la canne à sucre. (3)

Est-ce peut-être parce que les normes de certification volontaires et REDD+ *ne sont pas* conçus pour s'attaquer à la cause *principale* du déboisement – l'expansion constante de l'agriculture industrielle et de l'infrastructure qui va avec, des routes aux barrages hydroélectriques, des puits de pétrole aux gisements de gaz naturel (voir l'article sur l'industrie des fertilisants et le changement climatique dans ce même bulletin) – que les producteurs de biens de consommation comme Unilever et les engagements internationaux pour mettre fin au déboisement n'arrêtent pas de les promouvoir?

Un de ces engagements internationaux est la Déclaration de New York sur les forêts, présentée lors du Sommet du climat organisé par le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à New York en août 2014. Parmi les signataires figurent 30 gouvernements nationaux et quelques-unes des principales entreprises du secteur alimentaire, comme Unilever, Cargill et Bunge (voir [l'éditorial du bulletin de septembre](#) du WRM). Les signataires de la déclaration se sont engagés à réduire le déboisement de moitié d'ici 2020, et à l'éliminer entièrement d'ici 2030. Mais la déclaration n'inclut pas de plan pour y parvenir, et ne dit rien non plus sur la possibilité d'enrayer l'expansion des plantations de palmier à huile, de soja, d'eucalyptus, d'acacias et de canne à sucre, ou celle de l'élevage extensif. La même chose se passe dans le cas d'initiatives similaires, comme l'Engagement indonésien concernant l'huile de palme (*Indonesian Palm Oil Pledge*) (4) ou le Manifeste pour l'huile de palme durable (*Sustainable Palm Oil Manifesto*) (5).

Au lieu de dresser un plan d'action qui mette fin à la destruction causée par les plantations agro-industrielles et par l'élevage extensif en expansion permanente dans les forêts, on propose d'associer aux normes de certification volontaire comme la RSPO et le FSC le système REDD+. D'autre part, des initiatives du même genre soutenues par les transnationales du secteur alimentaire sont en train de présenter une autre notion trompeuse: celle de la déforestation zéro *nette*. Le *Consumer Goods Forum*, par exemple, «une collaboration de 400 détaillants, fabricants et fournisseurs de services dont les ventes annuelles réunies dépassent 3 billions USD», qui compte parmi ses membres beaucoup de grandes transnationales de l'alimentation, comme Unilever, Cargill, Mars et Nestlé, s'est fixé le but d'atteindre d'ici 2020 une «déforestation zéro nette». Mais la déforestation zéro et la déforestation zéro nette ne sont pas la même chose! (6) Cette dernière signifie que les entreprises pourront continuer à détruire les forêts tant qu'elles pourront démontrer par un certificat que quelqu'un d'autre, quelque part, a planté des arbres ou protégé une forêt qui a au moins les mêmes dimensions que celle qui a été transformée en un pâturage ou une plantation industrielle et qui, sans cela, aurait été détruite.

Ce que font ces mensonges flagrants du mouvement pour la durabilité, c'est rendre plus acceptable, aux yeux des consommateurs soucieux du climat, le déboisement continu pour l'expansion de l'élevage extensif et des plantations de produits agricoles d'exportation. Ils y parviennent parce que les calculs concernant les émissions et les crédits REDD+ rendent invisible l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, ou bien ils affirment que les émissions ne porteront pas atteinte au climat parce qu'elles ont été neutralisées par des réductions extraordinaires obtenues ailleurs. La supposition de départ est qu'en achetant des crédits certifiés de compensation REDD+ ou des crédits

de carbone forestier (générés en limitant les activités agricoles des paysans, la culture itinérante et d'autres usages de la forêt, cf. l'article de ce bulletin sur REDD et l'agriculture) on peut compenser les émissions causées par le déboisement. Or, la fausseté de cette supposition a été amplement démontrée (voir [ici davantage d'information](#)). Qui plus est, REDD+ veut dire aussi que davantage de terres seront réservées à la production de matières premières: la superficie de production actuelle, pour laquelle les entreprises peuvent obtenir un label des tables rondes de certification existantes, **plus** les terres utilisées pour les compensations REDD+, elles aussi certifiées par quelque norme qui dira que le consommateur consciencieux pourra continuer à acheter le produit en question sans scrupules.

L'association des deux mensonges flagrants, la certification volontaire et REDD+, jointe à la notion de 'zéro déforestation **nette**' permet donc aux transnationales de poursuivre leur destruction derrière le paravent des labels verts et des calculs trompeurs sur le carbone. Tout comme les critères écologiques et sociaux négociés autour des tables rondes de certification ont été la réponse à la demande des consommateurs de produits agricoles 'durables', les mêmes initiatives de certification se tournent maintenant vers le carbone pour répondre aux inquiétudes croissantes des consommateurs et des gouvernements au sujet du changement climatique. Toutes les grandes tables rondes concernant les matières premières agricoles, qu'il s'agisse de palmiers à huile, de soja, de canne à sucre ou de viande, incluent maintenant des exigences concernant les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, le but des mensonges combinés de REDD+ et de la certification volontaire n'est pas de freiner la pénétration de l'agriculture industrielle dans les forêts intactes mais de la rendre possible, en travaillant autour de parcelles de forêts «de grande valeur en carbone» ou «de grande valeur pour la conservation de la biodiversité».

Le nombre des transnationales qui s'engagent sur cette voie montre que le jumelage des tables rondes de certification et de REDD+ offre des possibilités d'affaires aux entreprises alimentaires qui se soucient de leur image mais qui tiennent quand même à croître continuellement. Et pour cela, elles peuvent compter sur le soutien des gouvernements. Par exemple, le département de l'énergie et du changement climatique du Royaume-Uni (DECC) disait en 2013, dans un document où il expliquait pourquoi il allait financer l'Initiative pour des paysages forestiers durables (ISFL d'après l'anglais) de la Banque mondiale: *«Le secteur privé s'intéresse de plus en plus à changer de chaîne d'approvisionnement pour se tourner vers des matières premières produites de façon durable. Ceci est le résultat de la demande des consommateurs, pour éviter la publicité négative et pour répondre aux inquiétudes concernant la sécurité des produits. Le Consumer Goods Forum s'est engagé à choisir, d'ici 2020, les chaînes d'approvisionnement qui assurent la déforestation zéro, qu'il s'agisse de viande, de soja, de palmier ou de pâte à papier, mais pour y parvenir il a besoin de l'aide des gouvernements. C'est pourquoi nous travaillons avec eux et avec d'autres gouvernements, dans l'Alliance 2020 pour les forêts tropicales (TFA2020). Si le secteur privé introduit des changements qui coïncident avec ces engagements, les pays qui mettent en œuvre des projets REDD+ pourraient recevoir des revenus alternatifs, ce qui est particulièrement important en l'absence d'un marché solide pour les crédits de carbone des forêts».* (7) Le document du DECC montre pourquoi la déforestation zéro **nette** est si attirante: c'est une notion qui porte à confusion! Tandis que la déclaration du DECC parle d'un engagement du Consumer Goods Forum pour arrêter le déboisement, le Forum ne s'est engagé qu'à s'efforcer d'atteindre un niveau de déboisement zéro **net**

d'ici 2020. C'est à dire qu'il pourrait affirmer qu'il a atteint son objectif sans que la destruction des forêts s'arrête, pourvu que ses membres fassent assez de plantations industrielles d'arbres pour que le bilan net de la perte de couvert forestier soit zéro.

Le potentiel publicitaire pour les entreprises qui veulent paraître 'écologues' tout en augmentant leur chiffre d'affaires est évident. *«C'est exactement le type d'initiative que nous sommes ravis de soutenir. Nous devons trouver de nouvelles modalités de partenariats publics-privés pour nous attaquer à des défis mondiaux tels que le déboisement»*, a dit Paul Polman, directeur général de la multinationale anglo-néerlandaise Unilever, au moment où la Banque mondiale a lancé l'ISFL.

Et Unilever n'est pas la seule. Christine McGrath, vice présidente des affaires extérieures de Mondelez International, a commenté que l'entreprise *«attend avec impatience de travailler avec la Banque mondiale pour déterminer comment l'Initiative pour les paysages forestiers durables du BioCF contribuera à notre stratégie pour nous approvisionner en matières premières essentielles, comme le café et l'huile de palme, dans des régions où les forêts tropicales sont protégées»*. Alfred Evans, directeur de Bunge Environmental Markets, a été tout aussi enthousiaste à propos de l'ISFL: *«Bunge est satisfait de se joindre à la Banque mondiale pour parler de la formation de l'Initiative du Fonds BioCarbone pour des paysages forestiers durables, une initiative révolutionnaire. [...] Cette nouvelle forme d'engagement entre les secteurs public et privé ne peut qu'être avantageuse pour toutes les parties prenantes. En particulier, le BioCF permettra à l'industrie des matières premières de répondre à l'intérêt croissant des consommateurs et des producteurs pour la durabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire»*.

Or, ni l'ISFL ni les initiatives REDD+, à elles seules ou accompagnées des normes de certification et des promesses de déforestation zéro **nette**, ne réussiront à freiner la perte des forêts. Et cela ne devrait pas nous surprendre, puisque tel n'a jamais été leur but. Même des défenseurs acharnés de REDD, comme Ecosystem Marketplace, l'ont signalé au sujet de REDD+: REDD+ n'est qu'un instrument financier **qui pourrait aider les gens qui veulent sauver la forêt**. Et rien d'autre, *«parce que ceux qui répondraient à des incitations purement économiques choisiraient plutôt le palmier à huile»*, ou le soja, ou la viande, ou l'eucalyptus, ou la canne à sucre.

Si l'objectif est de freiner le déboisement et d'affermir les droits des peuples forestiers, il est temps de laisser tomber la certification, de mettre fin à l'expérience REDD+ et de remplacer ces mensonges flagrants du mouvement pour la durabilité par des engagements réels susceptibles de mettre fin à la destruction des forêts. Cela impliquera non seulement de s'engager à arrêter l'expansion de l'agriculture industrielle et à réhabiliter les zones déjà détruites par les plantations à grande échelle et l'élevage extensif, mais aussi de s'engager à laisser le pétrole dans le sous-sol et le charbon et le gaz naturel dans leurs gisements souterrains. Malheureusement, le prochain sommet climatique de l'ONU à Paris n'a pas l'air d'être l'endroit où ces engagements seront débattus.

Jutta Kill, jutta@wrm.org.uy, membre du Secrétariat international du WRM.

Pour de plus amples informations, voir aussi: WRM (2014): [REDD quitte les forêts pour envahir les paysages: la même chose, en plus grand et avec plus de chances de faire des dégâts.](#)

(1) Scott Poynton (2015): *Beyond Certification*.

<http://www.dosustainability.com/shop/beyond-certification-p-64.html?zenid=fec4487347616f9f1a6034f63b8309d0> et REDD Monitor:

<http://www.redd-monitor.org/2015/10/20/scott-poynton-certification-isnt-working-and-is-in-fact-part-of-the-problem/>

<http://www.redd-monitor.org/2015/10/20/scott-poynton-certification-isnt-working-and-is-in-fact-part-of-the-problem/>

(2) Pour les publications de WRM et d'autres documents sur les problèmes liés aux normes de certification volontaire comme FSC et RSPO, voir

<http://wrn.org.uy/fr/index-par-themes/processus-et-acteurs-internationaux/fsc/>

(3) Steve Zwick (2014): *Todd Lemons: Ecosystem Entrepreneur*.

<http://www.ecosystemmarketplace.com/articles/todd-lemons-ecosystem-entrepreneur/>

(4) <http://www.palmoilpledge.id/>

(5) http://www.simedarby.com/upload/Sustainable_Palm_Oil_Manifesto.pdf

(6) <http://www.jornada.unam.mx/2015/06/13/opinion/021a1eco>

(7)

https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/305241/CF_BC_for_DECC_investment_in_BioCF_and_FCPF_CF.pdf

La farce d'une "sylviculture intelligente": les cas de Green Resources au Mozambique et de Suzano au Brésil

"Personne ne mange d'eucalyptus". Avec cette affirmation, les paysans exprimèrent leur indignation il y a quelques années, quand l'entreprise Aracruz Celulose étendit la monoculture d'eucalyptus aux terres de l'état d'Espirito Santo, au Brésil, pour produire et exporter davantage de cellulose. Ce faisant, aussi bien Aracruz que d'autres entreprises ont toujours tenu un discours public où elles vantaient leurs pratiques comme "intelligentes". Elles affirmaient, par exemple, que l'on ne plantait d'eucalyptus que sur des terres "dégradées" ou "abandonnées". Aujourd'hui, avec la crise climatique, la FAO suggère d'adopter "une sylviculture intelligente pour le climat". Notre question est: "peut-on dire que les pratiques actuelles de ces entreprises ressemblent à une "sylviculture intelligente"?"

La FAO est l'organisation de l'ONU chargée d'améliorer l'agriculture et l'alimentation, mais elle se charge aussi des forêts et des plantations d'arbres (qu'elle définit de façon erronée comme des "forêts plantées"). Dans son livre de référence sur "l'agriculture intelligente pour le climat" (en anglais CSA), la FAO aborde le rôle joué par les forêts et les arbres en disant, entre autres choses, que "*les efforts pour opérer une transition vers la sylviculture intelligente pour le climat devront se produire à tous les niveaux (...) et à toutes les échelles temporelles*"(1).

Mais est-il possible de qualifier d'intelligente la sylviculture telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée? Une sylviculture aux mains de quelques rares entreprises, qui occupe des millions d'hectares avec des plantations d'eucalyptus, de pins, d'acacias, de palmiers et de quelques autres espèces, avec l'objectif d'obtenir une plus grande productivité, et en entraînant des effets négatifs?

Bien que le but de la FAO soit d'augmenter la production d'aliments, et que les entreprises prétendent récupérer des terres "dégradées", la pratique montre que les entreprises de plantations d'arbres ont toujours fait des pieds et des mains pour obtenir des terres aptes à l'agriculture. Ceci pour une raison évidente: si elles n'occupaient pas des terres fertiles, leurs plantations n'auraient pas la productivité souhaitée. C'est la raison pour laquelle, partout où s'étendent les plantations – il s'agit en général de grandes surfaces de plusieurs milliers d'hectares – la production d'aliments tend à diminuer. Pour les communautés paysannes, c'est un véritable désastre qui altère profondément leur souveraineté alimentaire et celle de la population locale en général. Le processus est donc très peu intelligent. D'où la critique de cette logique industrielle qui recherche un maximum de production et de gains, si bien résumée dans la formule "personne ne mange d'eucalyptus".

En réponse, plusieurs entreprises ont développé des projets pilotes qui ont pu intégrer d'une quelconque façon la plantation d'arbres à la production d'aliments. L'un des plus répandus et des mieux équipés est le dénommé "programme pour le développement forestier". Il implique que les agriculteurs plantent des eucalyptus sur leurs propres terres, généralement après avoir signé un contrat avec l'entreprise pour qu'ils prennent soin des arbres puis les vendent à la même entreprise, en plus d'assumer les risques au cas où les plantations ne prospèreraient pas bien. Les entreprises présentent ce projet comme un "programme social", une façon d'"aider" les paysans, tout en suggérant aussi que, avec le programme "développement forestier" il serait possible d'intégrer de façon harmonieuse la plantation d'eucalyptus à la production d'aliments.

L'entreprise "Green Resources" au Mozambique

Au Mozambique, le pays africain qui compte la plus grande étendue de plantations d'arbres à bois, l'entreprise norvégienne Green Resources (GR) encourage la plantation d'eucalyptus dans la province de Nampula, sous le nom de Lúrio GR. Lors d'une récente visite de terrain dans le district de Mecubiri, nous avons écouté les gens d'une communauté affectée par ces plantations.

Dans sa page internet, Green Resources affirme ne planter des eucalyptus que sur des "*pâturages de peu de valeur ou des zones de forêts dégradées*". Cependant, devant cette affirmation, les habitants directement touchés ont dit catégoriquement que l'entreprise occupait des terres cultivables. Ce sont des terres que les familles utilisaient déjà ou qu'elles utiliseront dans le futur comme zones de culture d'aliments, ce qu'ils appellent la "machamba". Ces gens affirment que, ces dernières années, parallèlement à l'apparition de nouvelles plantations d'eucalyptus dans la communauté, la production d'aliments s'est trouvée réduite.

Ils racontent aussi qu'une partie des eucalyptus sont plantés sur les terres des paysans dans le cadre du "développement forestier", un programme qui a l'appui de l'Union Européenne (photo).

Un groupe de personnes qui participent à ce programme nous ont dit y avoir adhéré à cause des promesses de l'entreprise: ils allaient s'enrichir, ils pourraient continuer à planter des aliments au milieu des eucalyptus et, si 80 % des plants survivaient, on leur ferait cadeau d'un panneau solaire pour qu'ils aient accès à l'énergie électrique.

Cependant, ces personnes éprouvent actuellement une grande frustration. Bien que la majorité des plants aient prospéré et que beaucoup d'habitants aient reçu un panneau solaire, ils affirment que plusieurs de ces panneaux ne fonctionnent déjà plus. Quant à la culture d'aliments au milieu des arbres, une paysanne dit qu'elle a tenté de planter du manioc, mais qu'au bout d'un certain temps ce dernier a cessé de croître alors que les eucalyptus continuaient à pousser. Elle a constaté que l'eucalyptus avait en quelque sorte asséché le sol, faisant ainsi obstacle à la croissance du manioc. Elle se demande comment elle va pouvoir produire suffisamment de nourriture pour alimenter ses enfants.

Un autre habitant raconte qu'il a participé à un autre programme de l'entreprise qui encourageait une culture alimentaire, le soja. Dans le cadre de ce programme, Lúrio GR distribuait des semences pour, ensuite, les faire payer 20 % plus cher. Ce paysan qui a semé du soja ajoute que personne dans la communauté ne mange de soja car cet aliment ne fait pas partie de l'alimentation traditionnelle des personnes, raison pour laquelle le soja produit est vendu à l'industrie avicole. Comme c'est le cas pour les planteurs d'eucalyptus, le producteur de soja aussi est découragé. Il affirme que son revenu s'est réduit, car le prix du soja a baissé de façon significative au cours des trois dernières années et que l'entreprise GR n'en appuie pas la commercialisation. (2)

L'entreprise "Suzano" au Brésil

Un autre exemple d'entreprise qui encourage le soi-disant "développement forestier" est celui de Suzano Papel e Celulose. Cette entreprise affirme compter 1 000 producteurs ruraux dont 80 % sont des petits producteurs qui pratiquent le "développement forestier". Suzano est une des plus grandes entreprises en expansion au Brésil, qui encourage les plantations d'eucalyptus pour la fabrication de cellulose et de papier. Dans le futur, elle prétend exporter des "pellets de bois" pour produire de l'énergie et de l'électricité en Europe. En 2015, elle est aussi devenue la première entreprise du Brésil et d'Amérique latine à obtenir l'approbation de la plantation commerciale d'un eucalyptus transgénique supposé plus productif de 20 % que les arbres "conventionnels" (voir l'article du Bulletin du WRM d'avril 2015).

L'expansion de l'entreprise Suzano au cours des dernières années a produit des conflits avec les communautés traditionnelles dans la région du Baixo Parnaíba. Ces populations ont défendu leurs territoires, où elles pratiquent l'extraction de *bacurí* et d'autres produits. (3) Suzano affirme néanmoins que "*la majeure partie des terres où sont effectuées les plantations sont des terres dégradées*". Quant à l'introduction d'arbres transgéniques, l'entreprise affirme que les agriculteurs qui pratiquent le "développement forestier" seront ceux qui tireront le plus grand profit de cette nouvelle technologie. Suzano prétend que l'augmentation de la productivité peut conduire les petits producteurs à avoir besoin de moins de terres pour produire la même quantité de bois ce qui, selon elle, libèrerait davantage de terres pour la production d'aliments et/ou la protection des forêts. (4)

Cependant, des dizaines d'années de "succès" dans l'augmentation constante de la productivité des eucalyptus au Brésil, en appliquant des méthodes "conventionnelles" d'amélioration de la production, ont eu comme résultat des millions d'hectares de plantations en plus – et non pas en moins. Grâce à quoi, Suzano et d'autres entreprises ont contribué à la naissance de nombreux conflits et à expulser les communautés locales de leurs terres, ainsi qu'à réduire les surfaces disponibles pour la production d'aliments. Selon

l'avocat de l'ONG brésilienne Terra de Direitos, André Dallagnol: "L'eucalyptus même, qui est au Brésil une espèce exotique, s'y présente comme un ennemi des paysans, des paysannes, et des communautés traditionnelles. Ceci se produit justement à cause de l'impact de cette espèce sur les variétés non modifiées génétiquement, qui est potentialisé dans la variété transgénique, en particulier en ce qui concerne la consommation d'eau. Il existe des témoignages de communautés entières qui sont entourées de plantations intensives d'eucalyptus, endroits appelés aussi "déserts verts", dont les ressources hydriques se sont épuisées. Il est en outre nécessaire d'utiliser la pulvérisation aérienne intensive de produits toxiques sur de très longues distances en atteignant, une fois de plus, les communautés voisines". (5)

Finalement

Ces deux exemples d'entreprises certifiées par le label du FSC, renforcent ce que le WRM avance depuis de nombreuses années: il est peu intelligent de promouvoir sans limites un modèle de sylviculture ou d'agriculture basé sur la monoculture à grande échelle. Ceci vaut aussi pour le climat. Si nous prenons en compte le fait que le modèle de production des entreprises de sylviculture repose aussi sur la mécanisation, sur l'utilisation intensive de fertilisants et de produits agricoles toxiques, sur le transport de la production sur de longues distances, etc., nous parlons d'une activité qui dépend profondément du pétrole. Insister dans l'emploi de ce modèle tend seulement à rendre plus grave la crise climatique. L'option réellement intelligente serait donc de le stopper. En attendant, il est fondamental d'appuyer et de renforcer les communautés dans leurs combats contre les plantations industrielles d'arbres à grande échelle.

Winnie Overbeek, winnie@worm.org.uy, membre du Secrétariat international du WRM.

- (1) <http://www.fao.org/3/a-i3325e.pdf>
- (2) Visite du WRM et de Justiça Ambiental, du 15 au 23 septembre 2015.
- (3) <http://worm.org.uy/fr/livres-et-rapports/eucalyptus-plantations-for-energy-a-case-study-of-suzanos-plantations-for-wood-pellet-exports-in-the-baixo-parnaiba-region-maranhao-brazil/>
- (4) <http://theforestdialogue.org/publication/company-responses-questionnaire-development-genetically-modified-trees>
- (5) <http://worm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/les-organismes-transgeniques-ne-sont-pas-les-bienvenus-entretien-avec-andre-hl-dallagnol-de-lorganisation-bresilienne-terra-de-direitos/>.

Les accords de commerce, l'agro-industrie et la crise climatique

Les pourparlers sur le climat qui auront lieu à Paris, en décembre de cette année, sont envisagés comme la dernière occasion pour que les gouvernements s'engagent à se fixer des objectifs obligatoires susceptibles de freiner la course actuelle vers le chaos climatique. Or, pendant le compte à rebours qui aboutira à Paris, nombre de ces mêmes gouvernements ont signé ou sont en train de proposer plusieurs traités de commerce et d'investissement qui risquent d'aller à l'encontre des mesures nécessaires pour faire face au changement climatique.

Ce que nous savons de ces accords à ce jour, à partir des rares textes qui ont fuité des négociations secrètes, c'est qu'ils feront augmenter la production, le commerce et la consommation de combustibles fossiles et qu'ils seront utilisés pour contrer les mesures populaires qui affectent les bénéfices des industries polluantes. (1)

Encore moins a été dit sur les répercussions éventuelles qu'auront sur le climat les dispositions de ces traités quand ils concernent l'alimentation et l'agriculture. Pourtant, la question est vitale, parce que l'alimentation et l'agriculture jouent un rôle capital dans le changement climatique. (2) Nous voyons sept facteurs principaux qui feront que les éléments concernant l'alimentation et l'agriculture dans les traités actuels de commerce et d'investissement rendent encore plus grave la crise climatique.

1. L'augmentation de la production, du commerce et de la consommation d'aliments qui sont de grands émetteurs de gaz à effet de serre

Dans la production agricole, la viande et les produits laitiers sont les plus forts contributeurs au changement climatique. Seuls 11 % de la viande produite sont commercialisés au niveau international, mais, de façon générale, il est prévu que la production et la consommation de viande augmentent de 17 % d'ici à 2024, et qu'elles doublent d'ici à 2050. (3) Le développement du commerce est censé contribuer à cette croissance, et il proviendra en partie des traités de commerce les plus récents, qui pourraient réorienter considérablement la dynamique du marché actuel de la viande. Bien entendu, on ne peut pas prédire de combien augmenteront le commerce et la consommation par suite de ces accords mais, avec des tarifs douaniers réduits et des normes moins strictes, l'offre va augmenter, et donc la consommation dans les pays importateurs. Après tout, c'est ce que recherchent les groupes de pression de l'industrie. Il est prévu aussi que les marchés se développeront pour certaines sociétés agro-industrielles et leurs investisseurs, grâce à l'affaiblissement des réglementations concernant la sécurité des aliments et les lois sur l'étiquetage qui découleront de ces nouveaux accords. (5)

2. La promotion de l'agriculture industrielle pour l'exportation, au détriment de l'agriculture et des systèmes alimentaires locaux

L'expansion des marchés européens des volailles et du lait en poudre a toujours été une facette-clé des programmes de libéralisation du commerce de l'UE, comme le savent les agriculteurs et les éleveurs africains. Ceux-ci se mobilisent depuis des années pour mettre fin au *dumping* de poulets fortement subventionnés et à l'excès de produits laitiers en provenance de l'Europe. À présent, ces combats sont de plus en plus liés au changement climatique. Après tout, les volailles industrielles sont une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. Les poulets élevés pour leur viande produisent sept fois plus de GES que les oiseaux de basse-cour. Et les pondeuses, élevées pour leurs œufs, en produisent quatre fois plus. La consommation de poulet est en train d'augmenter dans beaucoup de pays parce qu'il s'agit d'une viande bon marché; par conséquent, on suppose que le commerce mondial des volailles augmentera aussi. Tout ceci provient d'élevages de volailles industriels, qui émettent davantage de GES que les élevages en basse-cour ou à petite échelle.

3. L'essor des supermarchés mondiaux et des aliments manufacturés

Les plus grands noms de la vente au détail d'aliments aspirent à croître en Asie, en Afrique et en Amérique latine, grâce à plusieurs nouveaux traités de commerce. L'expansion des supermarchés mondiaux entraîne l'expansion de la production, du commerce et de la consommation d'aliments manufacturés. Grâce au NAFTA, par exemple, la consommation d'aliments manufacturés est montée en flèche au Mexique et, avec elle, de graves problèmes de santé publique sont apparus; le secteur détaillant du pays a été accaparé par de grandes chaînes mondiales. (7)

Les aliments manufacturés – produits par Mondelez, Nestlé, Pepsico, Danone, Unilever et d'autres sociétés de ce genre – sont de gros émetteurs de gaz à effet de serre, non seulement à cause de toute l'énergie utilisée pour le traitement, l'emballage et le transport de ces aliments, mais aussi à cause des émissions produites à la ferme et du déboisement que provoque l'expansion des plantations. Les aliments manufacturés sont composés des matières premières les moins chères que les entreprises puissent obtenir autour du monde. Un paquet d'un aliment quelconque que l'on trouve au supermarché peut contenir du lait en poudre néo-zélandais, du maïs des États-Unis, du sucre brésilien, du soja argentin et de l'huile de palme indonésienne... et tous ces ingrédients produisent des émissions élevées.

4. La fraude qui consiste à externaliser les émissions

Les traités de commerce favorisent la production d'aliments dans les pays où les coûts de production sont faibles ou fortement subventionnés, et où les taux d'émission sont élevés. Ces pays ont de puissants lobbys agro-industriels et dépendent souvent des exportations agricoles pour leurs recettes. Il est donc très peu probable qu'ils appliquent une quelconque mesure de réduction des émissions qui risque d'amoinrir la compétitivité de leurs produits agricoles. On voit déjà ces pays et leurs entreprises prendre des mesures pour détourner toute initiative internationale qui risque d'introduire des réductions significatives des émissions d'origine agricole, par exemple en promouvant l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat, qui est dominée par l'agro-industrie.

Les émissions importées avec les aliments ne risquent pas d'être comptabilisées non plus par le pays importateur. Même si un gouvernement importateur essayait de le faire, grâce aux nouveaux traités toute mesure pour réduire les importations de certains produits fortement émetteurs de gaz à effet de serre serait considérée comme une restriction commerciale déloyale.

5. Davantage de biocarburants

Les biocarburants sont une autre source d'énergie polluante qui, avec les combustibles fossiles, risque d'être relancée par les derniers traités de commerce. Cela arrive surtout quand les chapitres des traités de commerce qui portent sur l'investissement essaient de «niveler le terrain de jeu» pour les investisseurs étrangers au moyen de clauses sur le «traitement national» et «la nation la plus favorisée», qui rendent bien plus facile l'obtention de terres pour la production de biocarburants. Déjà, les politiques climatiques de l'UE ont déclenché une appropriation foncière massive en Afrique, pour la production d'éthanol à destination des marchés européens.

6. L'affaiblissement de la promotion des économies alimentaires locales

D'après la doctrine du libre-échange, les programmes qui visent à stimuler la consommation de produits nationaux ou locaux seraient discriminatoires et provoqueraient des distorsions du marché. L'Organisation mondiale du commerce a fait quelque chose pour décourager ces initiatives, mais les nouveaux traités de commerce bilatéraux et régionaux vont beaucoup plus loin. Les défenseurs de la souveraineté alimentaire voient ceci comme une menace potentielle pour les économies alimentaires locales que certains groupes ont méticuleusement construites au cours des dernières décennies (par exemple, des initiatives de politique alimentaire destinées à encourager la consommation d'aliments locaux dans les services publics, comme les écoles et les hôpitaux). (8) Toute tentative de rendre illégale la promotion de la consommation de produits locaux aboutira automatiquement à une plus forte déstabilisation du climat. (9) Il en sera de même dans le cas des initiatives pour encourager l'achat de produits «verts» ou l'achat à des entreprises petites ou moyennes afin d'atténuer le changement climatique.

7. Les mesures pour la sécurité alimentaire deviennent illégales

En 2013, certains gouvernements ont essayé d'obtenir que l'approvisionnement public en produits alimentaires en temps de crise soit considéré comme une forme de subside à l'agriculture provoquant une distorsion du marché, et que cela se traduise par une règle de l'OMC. Beaucoup de gouvernements achètent des produits aux agriculteurs pour stabiliser les marchés, offrent des prix garantis et organisent des réserves ou des systèmes de distribution dans l'intérêt public. Les ravages que cause le changement climatique dans un monde caractérisé par la dérégulation et la concentration d'entreprises rendent plus fréquents et plus dangereux les chocs alimentaires. Cela rend de plus en plus nécessaires les mesures de sécurité et les programmes publics d'approvisionnement concernant la nourriture de base.

Il est temps d'arrêter de déstabiliser le climat!

Les modes de consommation d'aliments sont en train de changer. Le régime alimentaire occidental se propage, surtout dans les pays du Sud; il s'accompagne de problèmes de santé et augmente aussi la pression sur le climat. Les commerçants en matières premières, les entreprises agro-industrielles, les chaînes de vente au détail, les groupes de capital-investissement et d'autres sortes d'entreprises qui financent et dirigent le système alimentaire industriel ont un vif intérêt à développer leurs affaires dans ces mêmes marchés, et les traités de commerce sont un excellent outil pour y parvenir.

Nous devons faire nos comptes. Si nous voulons nous attaquer au changement climatique, nous devons réduire la consommation de certains aliments, et cela implique de réduire aussi leur production et leur commercialisation. Heureusement, cela est tout à fait faisable, mais à condition de réduire la structure des «gros producteurs», des «gros vendeurs» d'aliments et de ceux qui les financent et en profitent. Les producteurs agricoles, les manufactures et les marchés petits et moyens, avec l'aide du financement et des achats publics, pourraient mieux faire le travail. Il faut donner un coup de collier et faire en sorte que les divers combats sur le changement climatique rejoignent les combats pour la souveraineté alimentaire et contre les traités de commerce orchestrés par les grandes entreprises.

GRAIN, <http://grain.org/>

Voir la publication ici : <https://www.grain.org/article/entries/5318-ces-accords-commerciaux-qui-dopent-le-changement-climatique-le-facteur-alimentaire>

- (1) Voir les prochains rapports de l'Observatoire de l'Europe industrielle (CEO), <http://corporateeurope.org>, ainsi que les rapports antérieurs du Sierra Club, du réseau des Amis de la Terre, du CEO et d'autres encore, compilés dans <http://www.bilaterals.org/?+-climate-+http://www.bilaterals.org/?+-climate-+>, et Peter Rossman, "Against the Trans-Pacific Partnership," Jacobin, 13 mai 2015, <https://www.jacobinmag.com/2015/05/trans-pacific-partnership-obama-fast-track-nafta/>.
- (2) Voir La Vía Campesina et GRAIN, 5 décembre 2014, "Cinq étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population," <https://www.grain.org/fr/article/entries/5101-souverainete-alimentaire-5-etapes-pour-refroidir-la-planete-et-nourrir-sa-population>.
- (3) See OCDE-FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015*, 1^{er} juillet 2015, http://www.oecd-ilibrary.org/fr/agriculture-and-food/perspectives-agricoles-de-l-ocde-et-de-la-fao-2015/viande_agr_outlook-2015-10-fr. Le commerce des fruits de mer a déjà doublé au cours des cinq dernières années, et les fruits de mer sont devenus la source de protéines la plus commercialisée du monde. Pour en savoir plus, voir: Rabobank, <http://rabobank-food-agribusiness-research.pr.co/98495-seafood-a-myrriad-of-globally-traded-aquatic-products>.
- (4) Voir la version 'augmentée' du chapitre sur la viande, op cit.
- (5) Voir GRAIN, "La sécurité sanitaire des aliments dans l'accord de libre-échange UE-États-Unis: une réflexion plus globale", 10 décembre 2013, <https://www.grain.org/fr/article/entries/4847-la-securite-sanitaire-des-aliments-dans-l-accord-de-libre-echange-ue-etats-unis-une-reflexion-plus-globale>, et FoEE, GRAIN, IATP et d'autres, "EU-US trade deal threatens food safety", 5 février 2015, <https://www.grain.org/e/5129>.
- (6) Données du rapport de la FAO "Global Livestock Environmental Assessment" (GLEAM), "Greenhouse gas emissions from pig and chicken supply chains", 2013, <http://www.fao.org/docrep/018/i3460e/i3460e.pdf>.
- (7) Voir GRAIN, "Le libre-échange et l'épidémie de malbouffe au Mexique", 2 mars 2015, <https://www.grain.org/fr/article/entries/5189-le-libre-echange-et-l-epidemie-de-malbouffe-au-mexique>.
- (8) Voir Karen Hansen-Kuhn, "Local economies on the table: TTIP procurement update", IATP, 13 novembre 2014, <http://www.iatp.org/documents/local-economies-on-the-table>.
- (9) Les initiatives «mangez local» du secteur alimentaire ne sont pas toutes meilleures pour le climat, mais beaucoup le sont.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

La Vía Campesina: appel à l'action autour des pourparlers de l'ONU sur le climat à Paris

Le dérèglement du climat provoque partout la faim, la migration et la dégradation des conditions de vie de millions de familles rurales et, en particulier, de femmes et de

jeunes. Le système alimentaire mondial imposé par les transnationales est un échec complet et une des causes principales de la crise climatique induite par l'être humain en raison de sa dépendance des combustibles fossiles pour la production, la transformation et le transport. En revanche, l'agriculture paysanne et les systèmes alimentaires locaux se sont avérés capables de nourrir la population des siècles durant en respectant l'environnement. La Vía Campesina appelle tous les mouvements sociaux, les organisations de la société civile et les activistes du monde entier à se mobiliser dans le contexte des pourparlers sur le climat, afin de mettre en avant nos propositions et de montrer notre opposition aux fausses solutions que les transnationales ont introduites au sein de l'ONU.

Pour lire l'appel en anglais veuillez visiter:

<http://viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/-climate-change-and-agrofuels-mainmenu-75/1853-peasant-agriculture-is-a-true-solution-to-the-climate-crisis> ; et en espagnol: <http://viacampesina.org/es/index.php/acciones-y-eventos-mainmenu-26/cambios-climcos-y-agro-combustibles-mainmenu-79/2468-la-via-vampesina-llamado-a-la-accion-para-la-cop21-en-paris>.

La société civile dit NON à l'agriculture «intelligente face au climat»

Une déclaration internationale signée par plus de 250 organisations et mouvements du monde entier manifeste de profondes inquiétudes au sujet de l'influence croissante et des objectifs de ce qu'on appelle «l'agriculture intelligente face au climat» et de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat. Confrontés à la crise climatique, nous avons besoin d'une transformation radicale de nos systèmes de production alimentaire, d'abandonner le modèle industriel et ses fausses solutions, et de nous orienter vers la souveraineté alimentaire, les systèmes alimentaires locaux et une réforme agraire intégrale, afin de réaliser pleinement le droit de l'homme à une alimentation et une nutrition suffisantes. Les plus de 250 organisations et mouvements qui ont adhéré à la déclaration exhortent les décideurs à rejeter la rhétorique dangereuse de l'agriculture intelligente face au climat, au niveau national et au sein de l'ONU.

Vous pourrez lire la déclaration sur:

<http://www.climatesmartagconcerns.info/francais.html>

Ensemble, nous pouvons refroidir la planète!

Une nouvelle vidéo de La Vía Campesina et GRAN fait partie de la campagne pour faire connaître le rôle que joue le système alimentaire industriel dans la crise climatique. La vidéo donne une information accessible qui permet de comprendre les six aspects principaux du système alimentaire agro-industriel qui contribuent au réchauffement planétaire: le déboisement, l'agriculture industrielle, le transport, le traitement, la réfrigération et le gaspillage d'aliments. Que ce soit dans les Amériques, en Asie, en Europe ou en Afrique, les gens critiquent depuis des années les fausses solutions du changement climatique telles que les OGM, l'économie «verte» et l'agriculture «intelligente face au climat». Ce sont les petits agriculteurs qui ont la solution de la crise climatique, ainsi que les consommateurs qui choisissent des produits agro-écologiques dans les marchés locaux. Tel est le message qu'il faut présenter à la 21^e Conférence climatique, à Paris, en décembre prochain. Joignez-vous à cette campagne! Diffusez cette vidéo!

La vidéo est disponible sur: <https://vimeo.com/140440307>.

Laissez les combustibles fossiles dans le sous-sol! La Nation shuar de Pastaza, Équateur, adhère à l'appel pour une «Annexe 0»

Le réseau Oilwatch a lancé un appel international pour la création d'une «Annexe 0»; celle-ci comprendrait un groupe de peuples ou de nations qui ont contribué à éviter une aggravation du dérèglement du climat, par exemple en s'engageant à laisser les combustibles fossiles dans le sous-sol. L'initiative inclut, entre autres choses, le rejet de dispositifs tels que les marchés du carbone, REDD+ et d'autres fausses solutions du changement climatique. La Nation shuar de Pastaza, de la communauté de Tsurakú, Équateur, a décidé en octobre 2015 d'adhérer à cet appel, en espérant que bien d'autres peuples et nations en feront autant. Les Shuar détiennent le contrôle territorial de 443 000 hectares de forêt qui, depuis 1975, sont constamment menacés par les sociétés pétrolières et par le gouvernement équatorien.

Vous trouverez [ici](#) la décision des Shuar, et [ici](#) l'appel d'Oilwatch pour la création d'un groupe «Annexe 0».

RECOMMANDATIONS

Palawan: arrêtez d'accuser du déboisement les méthodes agricoles des peuples indigènes; regardez plutôt les cultures intensives, les plantations de palmiers à huile et les mines!

Aux Philippines, l'agriculture traditionnelle itinérante (sur brûlis ou *kaingin*) est diabolisée et combattue par une législation restrictive. Au Palawan, les forêts sont détruites par les plantations industrielles (surtout de palmiers à huile et d'hévéas), par les entreprises minières et par des modalités diverses d'appropriation de terres; néanmoins, des organismes d'État et quelques ONG du Palawan continuent de considérer le *kaingin* comme une «agriculture illégale» et comme la cause principale du déboisement. Or, le *kaingin* traditionnel, en plus d'être une source de revenus durable à l'avantage d'offrir aux populations indigènes une variété de bois et d'autres produits pour leur subsistance et pour diversifier la production. Malgré cela, le *kaingin* a été interdit avec vigueur par de nombreuses municipalités, et l'administration actuelle est en train de l'appliquer partout.

Le communiqué de presse de la CALG (Coalition contre l'appropriation foncière) et NATRIPAL (Tribus unies du Palawan) est disponible, en anglais, sur: [LINK](#).

Des lois sur les semences qui criminalisent les agriculteurs: la résistance

Les semences paysannes – pilier de la production alimentaire – sont partout attaquées. Sous la pression des transnationales, les lois de nombreux pays limitent de plus en plus ce que les agriculteurs peuvent faire avec leurs semences. Leur conservation, qui a été la base de l'agriculture pendant des millénaires, est maintenant criminalisée. Une nouvelle brochure et un poster de La Vía Campesina et GRAIN révèlent ce que font les grandes entreprises et les gouvernements pour empêcher les agriculteurs de conserver et d'échanger des semences, et montrent comment ces agriculteurs sont en train de contre-attaquer.

Matériels disponibles sur: <http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/biodiversity-and-genetic-resources-mainmenu-37/1783-new-publication-seed-laws-that-criminalise-farmers-resistance-and-fightback> (en anglais) et sur: <http://viacampesina.org/es/index.php/temas-principales-mainmenu-27/biodiversidad-y-recursos-gencos-mainmenu-37/2403-infografia-paremos-las-leyes-de-semillas-que-criminalizan-a-las-campesinas-y-los-campesinos-y-defendamos-las-semillas-locales> (en espagnol).

Brésil: la méthode de plantation des communautés *quilombolas* préserve la végétation et les nutriments du sol

Au milieu de la plus grande étendue non fragmentée de la Mata Atlantica brésilienne, dans le sud-ouest de São Paulo, des chercheurs de l'Université de São Paulo et de l'Université de Campinas suivent, depuis 2003, les changements survenus dans les communautés *quilombolas* de la région. Des études récentes menées par ces chercheurs ont renforcé l'idée que la méthode de plantation adoptée par ces communautés – souvent considérée comme agressive parce qu'elle comporte de défricher et de brûler des étendues de végétation indigène – a peu d'incidence sur la forêt et les animaux, comme l'affirment depuis longtemps les agriculteurs eux-mêmes. Au moyen de détecteurs enterrés, on a confirmé que le feu utilisé pour dégager champs agricoles brûle surtout les feuilles et les branches minces. Cela veut dire que 85 % de la végétation y résistent et que le sol ne perd pas ses nutriments. Ces champs défrichés, critiqués parce qu'ils seraient nuisibles à la biodiversité, peuvent même être une source de nourriture pour certains animaux des forêts.

Voir l'article d'Opera Mundi en portugais sur :

<http://operamundi.uol.com.br/conteudo/samuel/40910/sem+abandonar+tradicoes+comunidades+quilombolas+transformam+relacao+com+territorio+no+vale+do+ribeira.shtml>

Gestion communautaire des forêts: des éléments pour la défendre et la fortifier

La publication récemment présentée par l'organisation Otros Mundos Chiapas du Mexique vise à diffuser des éléments et des expériences de gestion communautaire des forêts. Face à la volumineuse information divulguée par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux alignés sur la politique de marchandisation de la nature, beaucoup de communautés et de peuples qui habitent les forêts doivent trouver de nouveaux moyens de défendre leurs terres et leur territoire. Ce matériel d'information s'adresse aux personnes et organisations qui ont besoin d'approfondir leurs connaissances en ce domaine pour faciliter les processus de soutien de ces initiatives, et pour qu'ils puissent mieux distinguer les projets qui contribuent à la gestion communautaire des forêts de ceux qui se bornent à légitimer les stratégies de «l'économie verte».

Matériels disponibles en espagnol sur:

<http://otrosmundoschiapas.org/index.php/temas-analisis/34-34-biodiversidad/2112-manual-gestion-comunitaria-de-bosques-elementos-para-su-defensa-y-fortalecimiento>

Inscrivez-vous au Bulletin mensuel du WRM

<http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6>

Bulletin mensuel du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editor en jefe: Winfridus Overbeek

Redactora responsable: Joanna Cabello

Apoyo editorial: Elizabeth Díaz, Jutta Kill, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Maldonado 1858 - 11200 Montevideo - Uruguay

Tel/fax: +598 2413 2989

wrm@wrm.org.uy - http://wrm.org.uy